

LA GAZETTE ARIÉGEOISE

4 décembre 2024

Motion de censure du gouvernement : les députés ariégeois ne la voteront pas



Dans un communiqué de presse commun, les députés de l'Ariège Martine Froger et Laurent Panifous, expliquent leur position et évoquent « une censure à contre temps ».

Aujourd'hui, l'Assemblée nationale va se positionner sur la censure à l'encontre du gouvernement suite au dépôt du 49-3 sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale. Nous aurions voté contre le budget proposé par le Gouvernement parce qu'il ne répond pas aux enjeux sociaux et budgétaires de notre pays. Nous sommes inscrits en opposition au gouvernement de Michel Barnier qui n'est pas légitime au regard du résultat des élections législatives. C'est d'ailleurs ce qui nous a conduits dès son installation, le 8 octobre dernier, à voter une motion de censure pour le dénoncer.

Pour autant, nous ne voterons pas aujourd'hui une censure en pleine période budgétaire qui fragiliserait nos institutions et nous conduirait dans une zone inconnue et dangereuse. Le débat doit rester centré sur les enjeux budgétaires et non se transformer en une crise politique durable. Voter cette motion de censure, sans proposer d'alternatives crédibles et constructives, représente une fuite en avant, qui paraît très imprudente compte tenu de la situation dégradée de notre pays. C'est aussi faire peser sur les plus fragiles et les plus précaires les répercussions dramatiques de cette instabilité budgétaire. Une motion de

censure ne doit jamais se faire au détriment de l'intérêt de la France et de ses concitoyens. Il est nécessaire aujourd'hui d'éviter une posture de surenchère idéologique qui alimente les clivages et ne construit ni compromis, ni apaisement. Nous sommes dès à présent déterminés à soutenir un gouvernement issu du front républicain qui donnera à notre pays la stabilité dont il a besoin concluent-ils.

Cette position rejoint celle de la présidente du conseil départemental, Christine Téqui, qui, dans un communiqué pointe que « La dissolution de l'Assemblée Nationale décidée par le Président Macron au soir des élections Européennes a plongé la France dans un profond flottement politique. De longs mois ont été dilapidés à rechercher l'homme ou la femme providentiel(le) au lieu de s'attacher à définir une vraie méthodologie dans une Assemblée Nationale qui compte désormais 3 composantes de force quasi égales. Voilà donc l'Assemblée face à la difficulté de mettre en œuvre des compromis, certains parlementaires étant toujours enfermés dans des postures purement politiques. Quand certains comprendront-ils que se permettre toutes les outrances à Paris, ce n'est pas répondre concrètement aux aspirations de nos concitoyens ?

Après 2 ans de crise COVID, puis 2 ans de crise de l'énergie et de baisse du pouvoir d'achat, peut-on réellement penser qu'il faut ajouter du chaos politique à l'instabilité ambiante ? A l'heure du vote du budget dans les deux Assemblées, adopter une motion de censure, si elle devait être votée avec le RN, devrait rester une ligne rouge infranchissable pour la gauche progressiste. J'appelle cette gauche qui est la mienne, à prendre un peu de hauteur et toute la mesure de la responsabilité qu'elle porterait à être complice d'une telle mascarade. Il y a nos engagements politiques et nous ne partageons rien avec le Premier Ministre, Michel Barnier. Il y a notre responsabilité d'élus et l'intérêt général qui sont bien supérieurs. Il y a les Français qui attendent, qui souffrent et ont besoin de retrouver confiance dans l'avenir. Il y a les collectivités qui doivent assurer la continuité de leurs missions de services publics. Il y a un budget à voter pour la France et les Français. Nous n'avons pas les moyens de jouer avec le détonateur. »